Burundi : l'UE s'apprête à sanctionner quatre proches du président Nkurunziza

@rib News, 29/09/2015 â€“ Source AFP L'Union europÃ©enne devrait adopter jeudi des sanctions contre quatre proches du prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza, dont le troisiÃ¨me mandat contestÃ© a entraÃ®nÃ© le pays dans une spirale de violence, ont indiquÃ© des sources diplomatiques mardi. Ces sanctions ont obtenu l'accord de principe des 28 Etats membres de l'UE la semaine derniÃ¨re. Elles devraient formellement Ãªtre adoptÃ©es jeudi, et publiÃ©es au Journal officiel de l'UE le lendemain.

Elles consistent en une interdiction de visa et le gel de leurs avoirs dans l'UE. Les quatre personnalitÃ©s sont des hauts fonctionnaires occupant des postes clÃ©s en matiÃ¨re de sÃ©curitÃ©, a expliquÃ© une source diplomatique. Le prÃ©sident du Burundi Pierre Nkurunziza ne figure pas parmi les quatre personnes visÃ©es car les EuropÃ©ens veulent donner une chance au dialogue avec lui, a prÃ©cisÃ© un diplomate basÃ© Ã Bruxelles. Il n'y a pas de sanctions contre des membres du gouvernement, a ajoutÃ© une troisiÃ¨me source diplomatique, car l'UE, premier donateur au Burundi, veut garder ouvertes les options pour geler l'argent du dÃ©veloppement en vertu de l'article 96 des Accords de Cotonou. Les accords de Cotonou rÃ©gissent la coopÃ©ration entre l'UE et les pays de la zone ACP (Afrique-CaraÃ¯bes-Pacifique). L'article 96 prÃ©voit des consultations, qui peuvent durer 120 jours, lorsqu'une des parties considÃ¨re qu'un pays ne respecte pas ses engagements dÃ©mocratiques. Ces nÃ©gociations prÃ©alables Ã la suspension de l'aide seraient rendues plus compliquÃ©es par des sanctions contre des membres du gouvernement. Mais l'UE pourrait utiliser ceci comme une menace pour augmenter la pression afin de trouver une solution politique Ã la crise qui secoue le Burundi, a poursuivi cette source. La candidature fin avril du prÃ©sident Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat a plongÃ© le Burundi dans une grave crise, marquÃ©e par des manifestations Ã©touffÃ©es via une sanglante rÃ©pression, et par une tentative dÃ©jouÃ©e de coup d'Etat militaire. Les principaux responsables de l'opposition et de la sociÃ©tÃ© civile burundaise considÃ¨rent ce 3e mandat contraire Ã la Constitution et Ã l'accord d'Arusha ayant mis fin Ã la guerre civile au Burundi qui fit 300.000 morts entre 1993 et 2006. L'opposition avait boycottÃ© l'Ã©lection qui a reconduit Pierre Nkurunziza au pouvoir le 21 juillet, lors d'une prÃ©sidentielle jugÃ©e non crÃ©dible au niveau international. L'UE avait regrettÃ© les conditions de la rÃ©Ã©lection de Nkurunziza, jugeant que ses rÃ©sultats n'Ã©taient pas reprÃ©sentatifs. La chef de la diplomatie europÃ©enne, Federica Mogherini, avait prÃ©venu le 23 juillet que l'UE se prÃ©pare Ã adopter des mesures restrictives ciblÃ©es contre ceux dont l'action aurait conduit ou conduirait Ã des actes de violence et de rÃ©pression, Ã de graves violations des droits de l'homme, et/ou entraverait la recherche d'une solution politique.